



Envoyé en préfecture le 02/01/2024

Reçu en préfecture le 02/01/2024

Publié le

S<sup>2</sup>LO

ID : 060-246000764-20231220-DEL\_2023\_92-DE

# Rapport d'Orientations Budgétaires 2024

# Sigles et abréviations

▪ CA	Compte administratif
▪ CFE	Cotisation foncière des entreprises
▪ CPS	Compensation Part Salaires
▪ CRD	Capital restant dû
▪ CVAE	Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises
▪ DC	Dotation de compensation
▪ DGF	Dotation globale de fonctionnement
▪ DI	Dotation d'intercommunalité
▪ DRF	Dépenses réelles de fonctionnement
▪ DSR	Dotation de solidarité rurale
▪ DSU	Dotation de solidarité urbaine
▪ DUCSTP	Dotation unique de compensations spécifiques à la taxe professionnelle
▪ FCTVA	Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée
▪ FDPTP	Fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle
▪ FISAC	Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce
▪ FNGIR	Fonds national de garantie individuelle des ressources
▪ FPU	Fiscalité Professionnelle unique
▪ FPIC	Fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales
▪ GIP	Groupement d'intérêt public
▪ GVT	Glissement vieillesse technicité
▪ LFI	Loi de finances initiale
▪ PCAET	Plan climat-air-énergie territorial
▪ PDM	Plan déplacement mutualisé
▪ PEM	Pôle d'échange multimodal
▪ PPCR	Parcours professionnels, carrières et rémunérations
▪ PPI	Plan pluriannuel d'investissement
▪ ROB	Rapport d'orientation budgétaire
▪ RRF	Recettes réelles de fonctionnement
▪ SEDM	Service d'élimination des déchets ménagers
▪ TH	Taxe d'habitation
▪ TFB	Taxe foncière sur les propriétés bâties
▪ TFNB	Taxe Foncière sur les propriétés non bâties

Envoyé en préfecture le 02/01/2024

Reçu en préfecture le 02/01/2024

Publié le



ID : 060-246000764-20231220-DEL\_2023\_92-DE

- ① Rappel des orientations 2023
- ② Méthodologie du ROB 2024
- ③ Tendances budgétaires de la CCAC sur la période 2023 – 2027
- ④ Orientations budgétaires proposées à partir de 2024

Envoyé en préfecture le 02/01/2024

Reçu en préfecture le 02/01/2024

Publié le



ID : 060-246000764-20231220-DEL\_2023\_92-DE

# 01

## Rappel des orientations 2023

# Les mesures retenues lors du ROB 2023

Envoyé en préfecture le 02/01/2024

Reçu en préfecture le 02/01/2024

Publié le

ID : 060-246000764-20231220-DEL\_2023\_92-DE



- ⇒ Compte administratif 2022 estimé au 31/12/2022 à partir des données comptables jusqu'au 15/11/2022
- ⇒ Hausse des taux de fiscalité
- ⇒ Une revalorisation des bases de 7%, hors TH
- ⇒ Réforme de la TH, intégration de la fraction nationale de TVA
- ⇒ Suppression de la CVAE avec intégration de la compensation de l'Etat
- ⇒ Stabilité de la DGF
- ⇒ Progression du FPIC limitée à 2%
- ⇒ Retour à la « normale » de la taxe de séjour à partir de 2023 (650 K€)
- ⇒ Reversement sur les paris hippiques

# Synthèse financière présentée au

Envoyé en préfecture le 02/01/2024

Reçu en préfecture le 02/01/2024

Publié le

ID : 060-246000764-20231220-DEL\_2023\_92-DE



	2022	2023	2024	2025	2026
<b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>	11 732 360	11 915 000	12 066 700	12 101 617	12 136 883
<b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>	10 501 407	11 098 290	11 207 919	11 312 402	11 424 750
<b>Epargne nette</b>	<b>555 242</b>	<b>136 127</b>	<b>242 610</b>	<b>255 644</b>	<b>176 894</b>
<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>	37 968	357 018	1 508 539	2 092 923	81 423
<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>	445 568	4 113 890	5 397 400	897 400	362 400
<b>Fonds de roulement en début d'exercice</b>	6 734 493	6 882 135	3 261 391	- 384 860	1 066 307
<b>Résultat de l'exercice</b>	147 642	- 3 620 745	- 3 646 250	1 451 167	- 104 083
<b>Fonds de roulement en fin d'exercice</b>	6 882 135	3 261 391	- 384 860	1 066 307	962 224
<b>Capital Restant Dû cumulé au 01/01</b>	7 008 701	6 332 990	5 652 407	5 036 236	4 502 665
<b>Capital Restant Dû cumulé au 31/12</b>	6 332 990	5 652 407	5 036 236	4 502 665	3 967 426

L'épargne nette 2022 ne représente que 4,7% des recettes de fonctionnement. Elle est très insuffisante pour financer les projets de la section d'investissement. C'est le fonds de roulement qui supporte les investissements mais il se dégrade très fortement. Et le niveau de la CAF ne lui permet pas de se reconstituer.

Envoyé en préfecture le 02/01/2024

Reçu en préfecture le 02/01/2024

Publié le

ID : 060-246000764-20231220-DEL\_2023\_92-DE



# 02

## Méthodologie du ROB 2024

# Le contexte national s'imposant à la collectivité

Envoyé en préfecture le 02/01/2024

Reçu en préfecture le 02/01/2024

Publié le

ID : 060-246000764-20231220-DEL\_2023\_92-DE

Le projet de loi de finances (PLF) pour 2024 est marqué par la lutte contre l'inflation et la baisse du déficit public dans un contexte d'incertitudes au niveau international et de [remontée des taux d'intérêt](#).

Le gouvernement table sur une prévision de croissance de 1,4% en 2024 (contre 1% en 2023) et sur une [inflation](#) anticipée à 4,9% en 2023 et en recul à 2,6% en 2024. Le **déficit public** serait stabilisé à 4,9% du [produit intérieur brut \(PIB\)](#) en 2023 et **réduit à 4,4% en 2024**, grâce à la poursuite de la maîtrise des dépenses publiques. Le [déficit budgétaire](#) de l'État atteindrait **144,5 milliards d'euros (Md€)** en 2023 (en baisse de 20 Md€). Les dépenses de l'État baisseront de 3,6% en volume en 2024 par rapport à 2023. La part de la [dette publique dans le PIB se stabiliserait à 109,7%](#). Ces objectifs de baisse du déficit s'inscrivent dans la trajectoire prévue par le [projet de loi de programmation pluriannuelle des finances publiques 2023-2027](#).

En 2024, les recettes fiscales nettes seraient en hausse de 17,3 Md€ par rapport à la prévision révisée pour 2023, pour s'établir à 349,4 Md€. Le montant du périmètre des **dépenses de l'État est estimé à 491 Md€ en 2024**.

## Les principaux points du budget 2024

### ▲ *Les mesures pour les particuliers*

Le PLF 2024 prévoit, comme c'est le cas chaque année (hors 2012 et 2013) l'**indexation du barème de l'impôt sur le revenu (IR) sur l'inflation** (soit un rehaussement de 4,8%).

Pour soutenir les ménages les plus modestes, l'**indexation sur l'inflation des dépenses de prestations sociales** (allocations familiales, revenu de solidarité active..) s'élèvera à 18 Md€ en 2024, dont 14 Md€ au titre des pensions de retraite. Les retraites seront revalorisées de 5,2% au 1er janvier 2024 et les minimas sociaux de l'ordre de 4,6% au 1er avril.

**Le prêt à taux zéro (PTZ)**, destiné à financer la première accession à la propriété, qui devait s'éteindre fin 2023, **est prorogé jusqu'au 31 décembre 2027 et est recentré sur les achats d'appartements neufs en zone tendue ou de logements anciens avec travaux en zone détendue**. Il ne financera donc plus les constructions de maisons individuelles. L'éco-PTZ, permettant d'effectuer des travaux de rénovation, est également prolongé de quatre ans.

**Plusieurs mesures sont prises ou reconduites en faveur des étudiants** : revalorisation des bourses sur critères sociaux, prolongation du gel des droits d'inscription à l'université et des loyers dans les résidences universitaires....

### ▲ *Les mesures pour l'emploi et les entreprises*

3,9 Md€ de crédits sont budgétés pour les **aides à l'embauche d'alternants**. La gratification par l'État depuis la rentrée 2023 des périodes de stage des lycéens professionnels représente, quant à elle, 468 millions d'euros.

Le PLF 2024 transpose en droit interne la [directive \(UE\) 2022/2523 du Conseil du 14 décembre 2022](#). Un **niveau minimal d'imposition de 15%** est instauré sur les bénéficiaires **des groupes d'entreprises multinationales** qui sont implantés en France et **des grandes entreprises nationales** qui développent leurs activités uniquement en France. Ce nouvel impôt, dont les recettes seront collectées à partir de 2026, sera distinct de l'impôt sur les sociétés.

Le texte repousse à 2027 la suppression de la [cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises \(CVAE\)](#), qui était prévue pour 2024. Le taux maximal d'imposition de la CVAE est abaissé progressivement jusqu'à sa suppression.



# Le contexte national s'imposant à la collectivité

Envoyé en préfecture le 02/01/2024

Reçu en préfecture le 02/01/2024

Publié le

ID : 060-246000764-20231220-DEL\_2023\_92-DE



## ▲ *Les mesures pour les collectivités locales*

Le montant de la **dotation globale de fonctionnement (DGF)** est augmenté de 213 683 813 euros par rapport à 2023 (à périmètre courant). Les dotations de péréquation (qui vont aux collectivités les plus défavorisées) sont abondées de 220 millions d'euros. La hausse de 190 millions d'euros de la DGF des communes doit permettre à 60% de communes de la voir augmenter en 2024.

Le tiers de la hausse de la dotation d'intercommunalité en 2024 est financé par 30 millions d'euros.

Une compensation par l'État (24,7 millions d'euros en 2024) est mise en place au profit des communes et intercommunalités à fiscalité propre qui percevaient jusqu'à présent la **taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV)** et, qui, dans le cadre de la réforme du périmètre des zones tendues, perdront cette ressource.

## ▲ *L'examen du texte au Parlement*

Le projet de loi a été adopté sans vote par les députés en première lecture, suite au recours à [l'article 49.3 de la Constitution](#) par la Première ministre et au rejet de trois motions de censure.

# Les objectifs et la méthodologie

## □ Les objectifs

- Analyser les indicateurs de gestion de la CCAC afin de mettre en évidence sa situation financière par rapport aux orientations du ROB 2023 approuvées en conseil communautaire le 14 décembre 2022.
- S'assurer des capacités financières dont dispose la CCAC lui permettant de poursuivre le financement de son PPI.
- Déterminer les marges de manœuvre disponibles pour la CCAC.

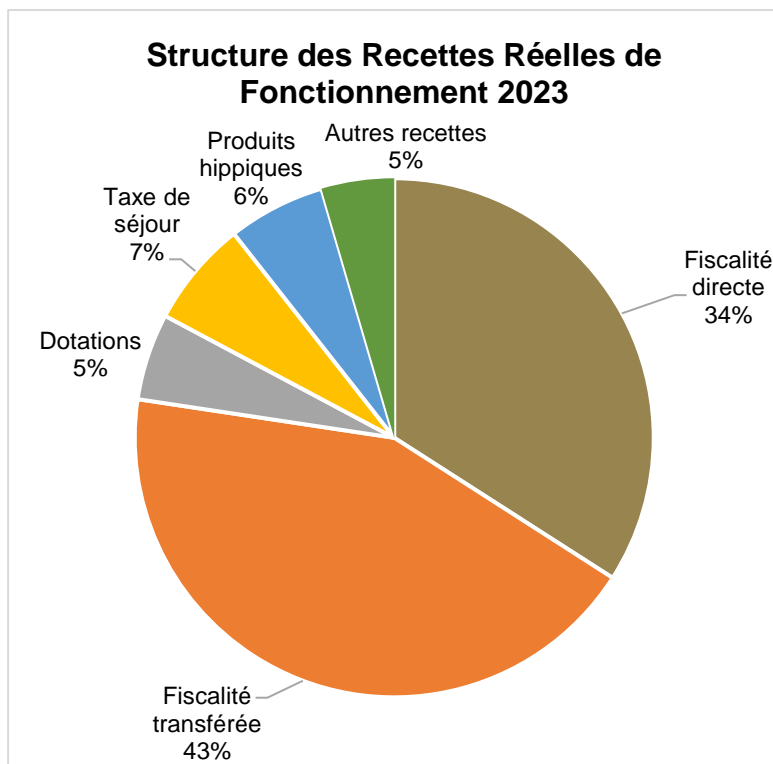
## □ La méthodologie

Les données renseignées :

- **2023** : CA prévisionnel ajusté en fonction du réalisé.
- **2023 – 2027** : intégration des éléments contenus dans le projet de loi de finances 2024 et des anticipations des charges et recettes à venir sur l'Aire Cantilienne.

# 03

## **Tendances budgétaires de la CCAC sur la période 2023 – 2027**



Le poids de chaque recette marque les contraintes et marges de manœuvre possibles que la CCAC dispose afin de pouvoir les dynamiser :

**Les contributions directes (34%)** constituent le principal poste de recettes. Sans action sur les taux, l'évolution du produit fiscal se limite à la dynamique des bases.

**La fiscalité transférée (43%)** constitue la fraction de TVA versée par l'Etat pour la compensation de perte de TH et de CVAE

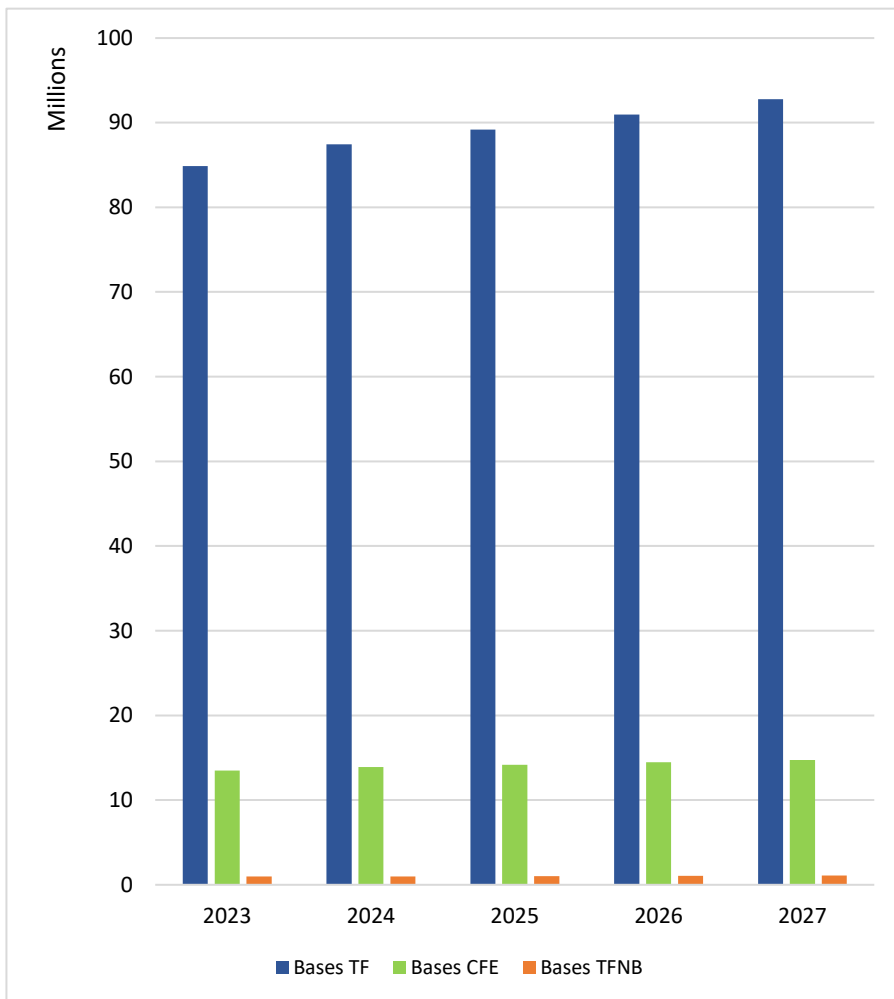
**Les produits hippiques représentent 6%** des RRF et les produits liés à la **taxe de séjour 7%**.

**Les dotations (5%)** comprennent la DGF et les dotations de compensations

**Les autres recettes (5%)** comprennent essentiellement les produits des services, les subventions de fonctionnement reçues au titre de la compétence Mobilité.

# Les bases de fiscalité

## Évolution des bases fiscales

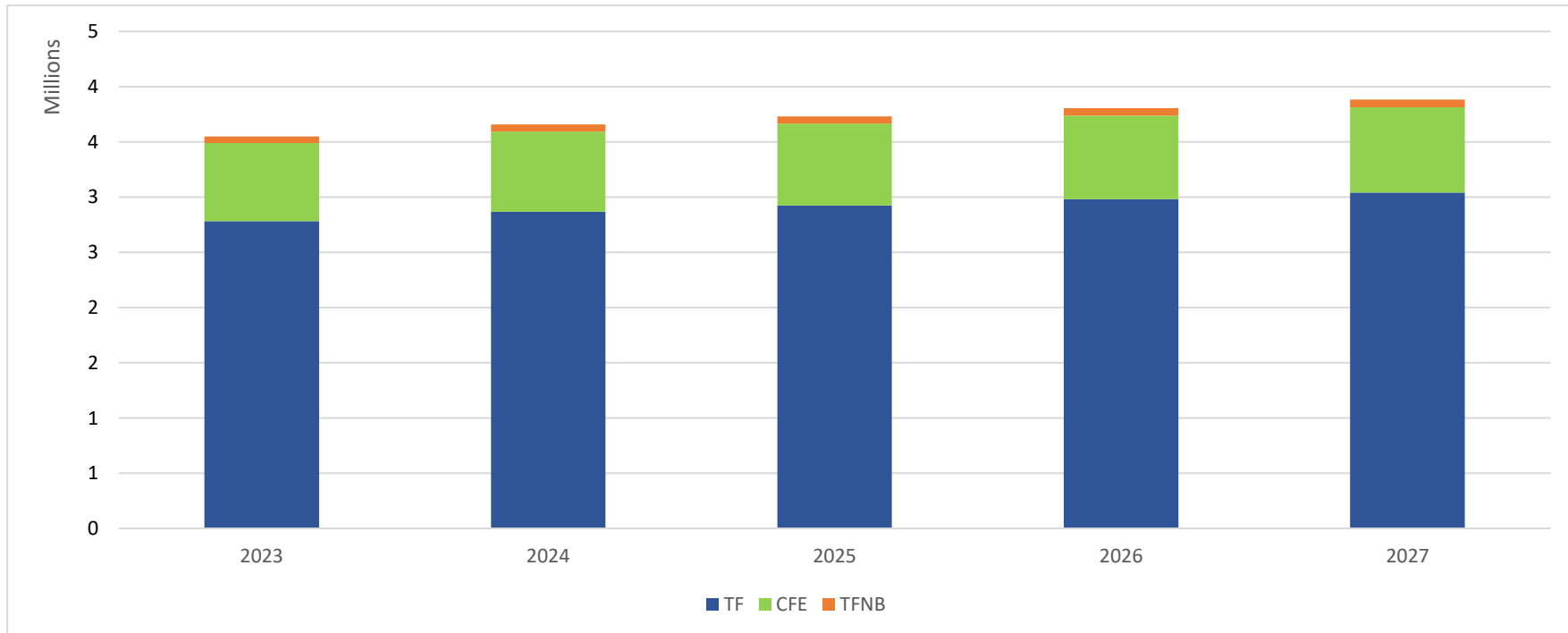


- ▲ Les **bases** évoluent d'une part sous l'effet de la revalorisation forfaitaire, d'après un coefficient voté chaque année en loi de finances, et d'autre part sous l'effet de variations physiques : nouvelles constructions, retour à l'imposition.
- ▲ Le **coefficient de revalorisation** est lié à l'inflation. Il permet de revaloriser les bases. Etant donné le contexte économique, la CCAC anticipe une augmentation des bases de 3% pour 2024.
- ▲ Les **taux de fiscalité directe locale** sont attendus stables sur la période 2023-2027 après les hausses des années précédentes.

Taxes	Taux 2015	Taux 2016	Taux 2017	Taux 2022	Taux 2023
TH	3,64%	4,21%	4,51%	4,7% jusqu'en 2020	4,7% jusqu'en 2021
TFB	2,42%	2,80%	2,99%	3,12%	3,28%
TFNB	4,76%	5,51%	5,90%	6,15%	6,46%
CFE	3,85%	4,46%	4,77%	4,98%	5,23%

# Evolution du produit fiscal direct liée à la revalorisation forfaitaire des bases

Envoyé en préfecture le 02/01/2024  
Reçu en préfecture le 02/01/2024  
Publié le  
ID : 060-246000764-20231220-DEL\_2023\_92-DE

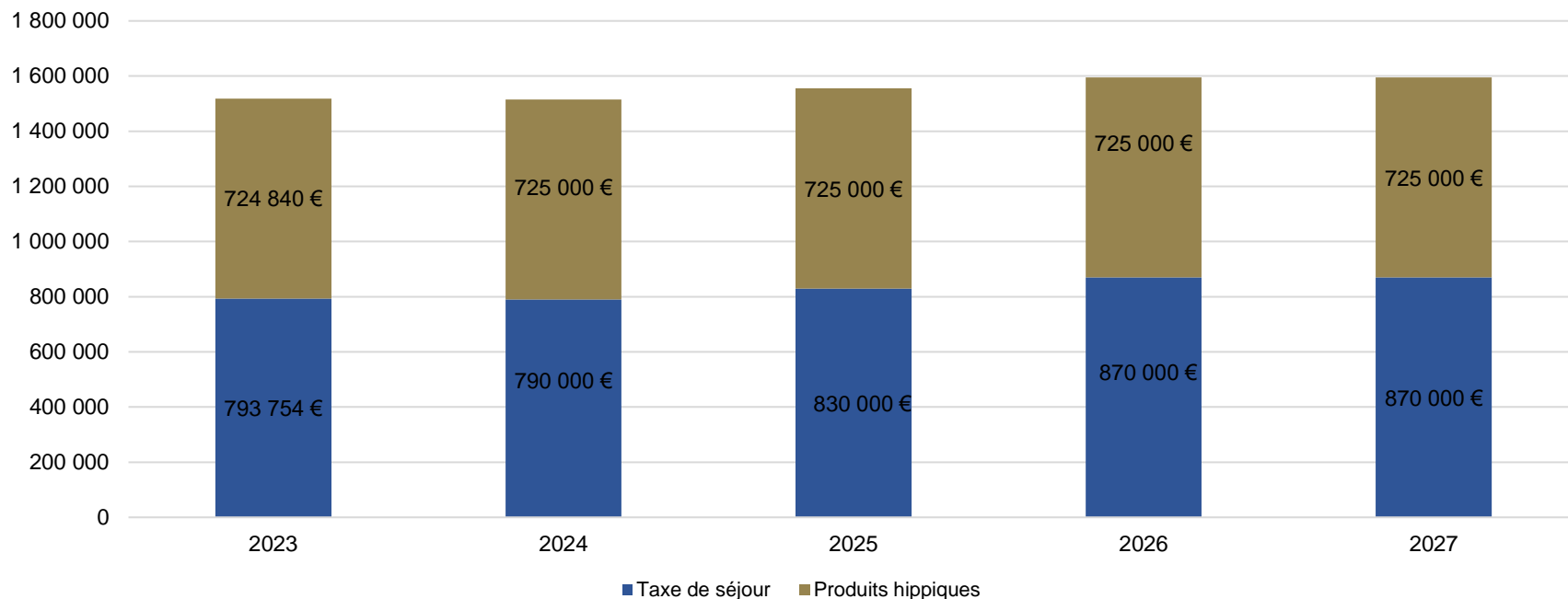


La dynamique de progression des produits fiscaux est uniquement liée à l'évolution des bases fiscales. La prévision de revalorisation des bases pour l'exercice 2023 est de 7% sur la TF, TFNB et CFE et de 3% en 2024. Une progression de 2% est appliquée sur les années suivantes.

# Une estimation prudente du produit de fiscalité indirecte

Envoyé en préfecture le 02/01/2024  
Reçu en préfecture le 02/01/2024  
Publié le  
ID : 060-246000764-20231220-DEL\_2023\_92-DE

Evolution et répartition du produit de la fiscalité indirecte



Après une chute de la taxe de séjour en 2020 et 2021, l'année 2023 repart à la hausse pour retrouver son montant normal à partir de 2023.

L'article 116 de la loi de finances pour 2020 a institué un nouveau critère de répartition du prélèvement sur les paris hippiques : le nombre de courses organisées par les hippodromes. Depuis 2020, 75% de la fraction de la taxe reste répartie au prorata des enjeux des courses hippiques organisées par les hippodromes et les 25% restant le seront désormais au prorata du nombre de réunions de courses organisées.

# Une CVAE supprimée mais compensée

Envoyé en préfecture le 02/01/2024

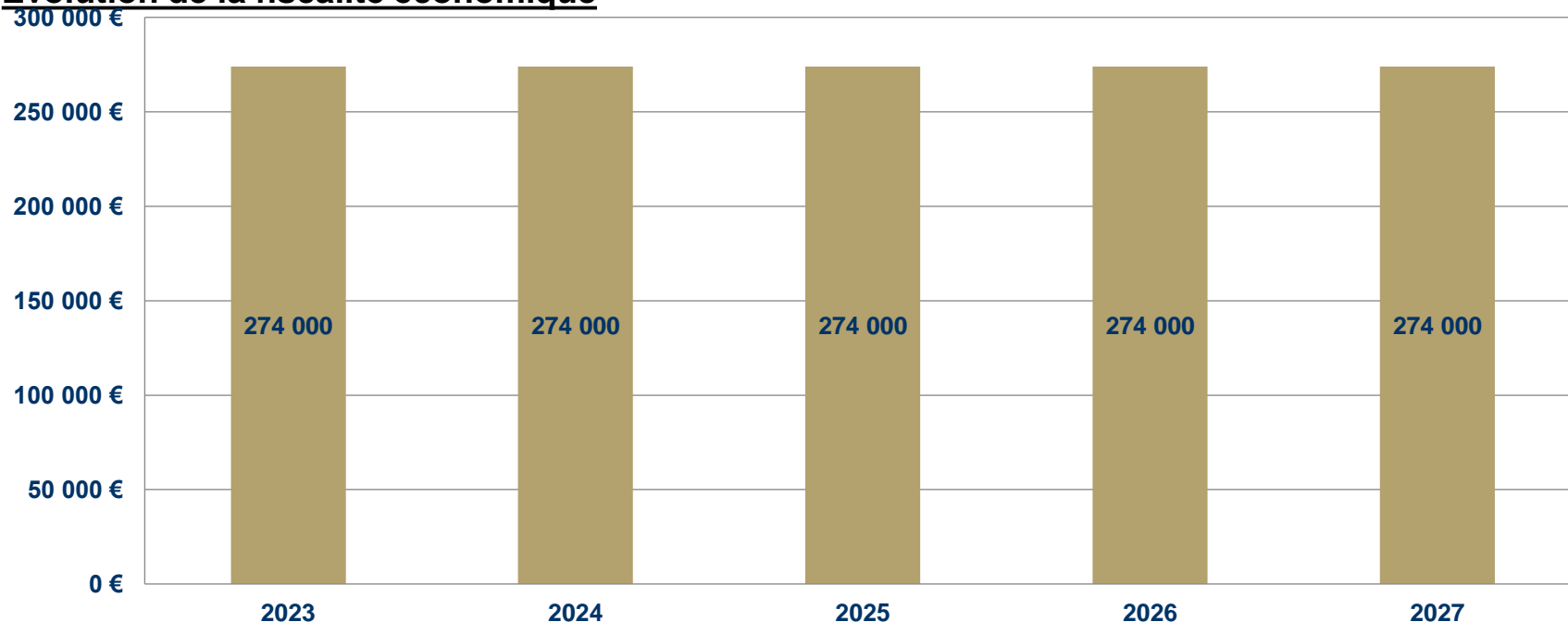
Reçu en préfecture le 02/01/2024

Publié le

ID : 060-246000764-20231220-DEL\_2023\_92-DE



## Évolution de la fiscalité économique



L'article 5 du PLF pour 2023 prévoit de compenser aux collectivités locales la suppression de la CVAE à travers l'affectation à leur profit d'une fraction de TVA déterminée sur la base d'une moyenne triennale de leurs recettes de CVAE (années 2020, 2021 et 2022).

Il prévoit également d'affecter le dynamisme issu de cette fraction de TVA à un fonds national d'attractivité économique des territoires. Ce mécanisme doit permettre de maintenir l'incitation pour les collectivités et groupements de communes à attirer de nouvelles activités économiques sur leur territoire.

Un amendement du Gouvernement est venu élargir la période de référence, servant à la fixation de la fraction de TVA, à l'année 2023 compte tenu du dynamisme attendu des recettes de CVAE pour cet exercice. Le montant de la compensation pour chaque collectivité locale sera ainsi déterminé sur la base d'une moyenne quadriennale de leurs recettes de CVAE (années 2020, 2021, 2022 et 2023).



# Une DGF conditionnée à la Contribution au Redressement des Finances Publiques

Envoyé en préfecture le 02/01/2024  
 Reçu en préfecture le 02/01/2024  
 Publié le  
 ID : 060-246000764-20231220-DEL\_2023\_92-DE

## Evolution estimée de la DGF

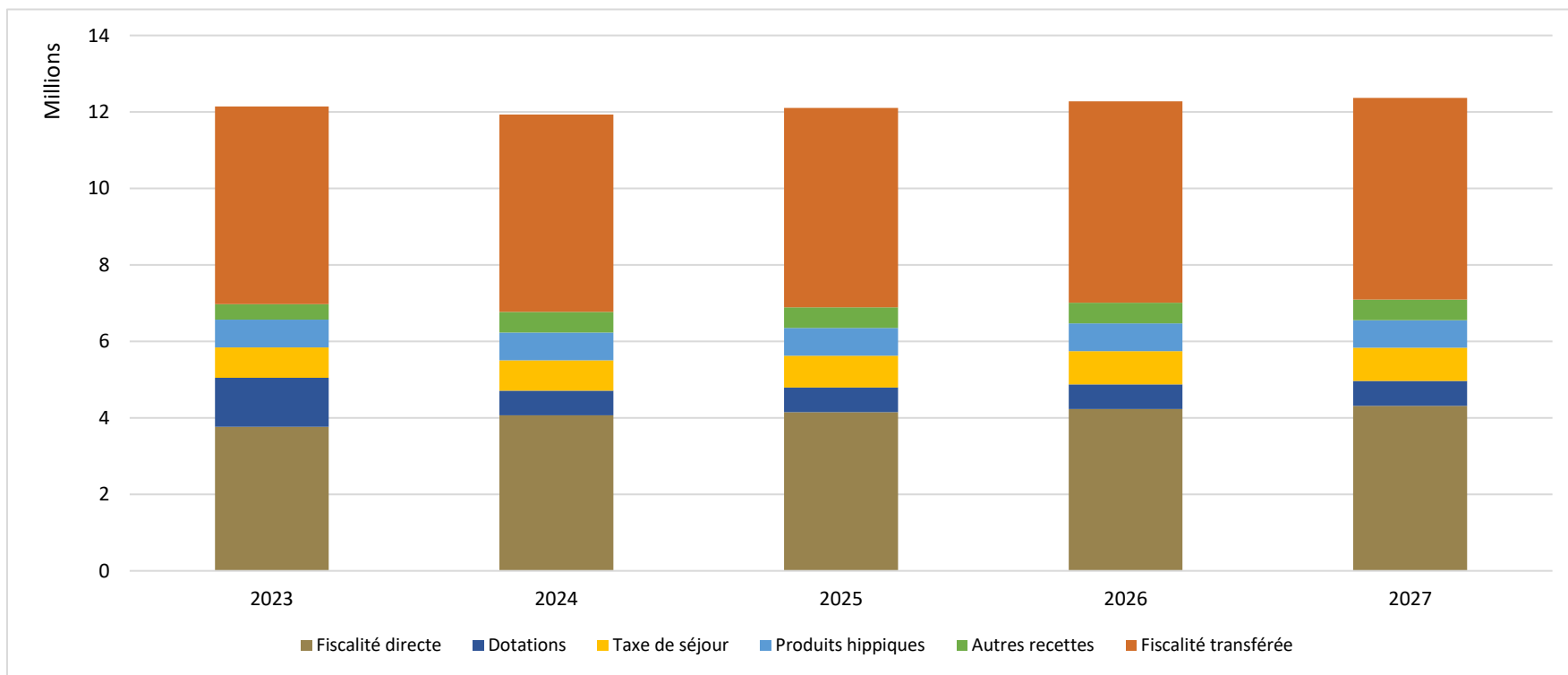
	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Dotation d'intercommunalité	562 073 €	258 434 €	285 294 €	314 323 €	344 840 €	376 956 €	345 000 €
Dotation de compensation	129 267 €	126 299 €	123 990 €	121 548 €	118 832 €	118 192 €	120 000 €
<b>DGF avant contribution au redressement</b>	<b>691 340 €</b>	<b>384 733 €</b>	<b>409 284 €</b>	<b>435 871 €</b>	<b>463 672 €</b>	<b>495 148 €</b>	<b>465 000 €</b>
Contribution au redressement des Finances Publiques (CRFP)	806 431 €	244 358 €	0 €	0 €	244 358 €		245 000 €
<b>DGF nette</b>	<b>-115 091 €</b>	<b>140 375 €</b>	<b>409 284 €</b>	<b>435 871 €</b>	<b>219 314 €</b>	<b>495 148 €</b>	<b>220 000 €</b>

Par prudence, la DGF est stabilisée sur la période 2023 – 2027 et reste conditionnée à la CRFP.

# Une très lente progression des Recettes Réelles de Fonctionnement

Envoyé en préfecture le 02/01/2024  
Reçu en préfecture le 02/01/2024  
Publié le  
ID : 060-246000764-20231220-DEL\_2023\_92-DE

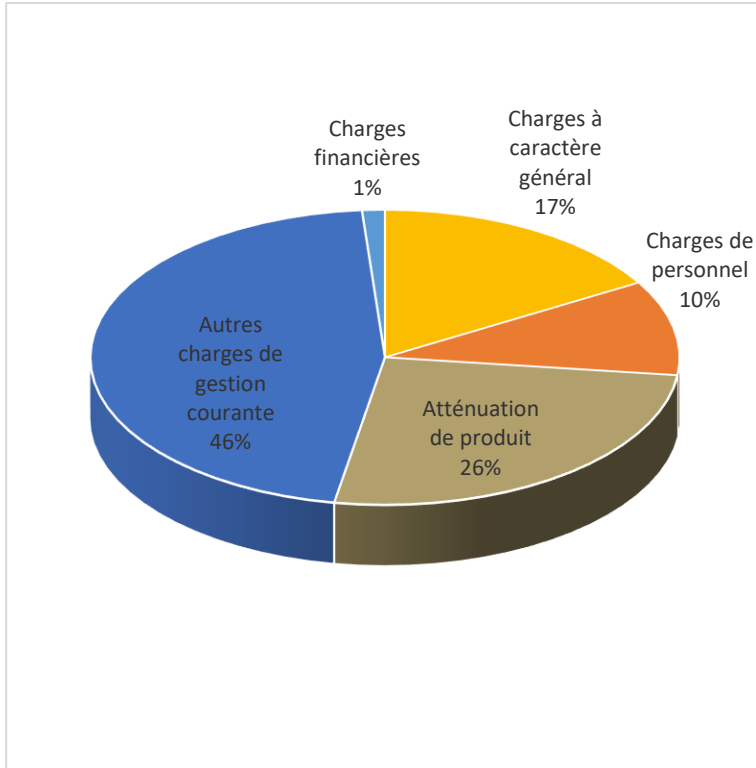
## Répartition et évolution des recettes réelles de fonctionnement



Les recettes 2023 sont en hausse grâce à un retour espéré de la taxe de séjour à son montant initial (793 K€). La ligne « autres recettes » comprend le remboursement des frais de personnel du budget annexe du Service Public d'Élimination des Déchets Ménagers.

# La répartition des Dépenses Réelles de Fonctionnement (DRF)

## Structure des DRF en 2023



**Les autres charges de gestion courante (46%)** constituent le principal poste de dépenses. Elles prennent en compte les subventions versées (associations...) et les participations aux syndicats, les DSP, le SDIS.

**Les atténuations de produits (26% des dépenses)** comprennent le FPIC, le FNGIR, Gémapi, la contribution au redressement des finances publiques.

**Les charges à caractère général (17%)** comprennent les contrats conclus par l'intercommunalité (électricité, eau...), les frais d'entretien des locaux et bâtiments, les achats de fournitures, etc.

**Les charges de personnel représentent 10%** des dépenses réelles de fonctionnement.

**Les charges financières (1%)** évoluent en fonction de l'endettement de la CCAC.

# Des charges de gestion constantes

Envoyé en préfecture le 02/01/2024

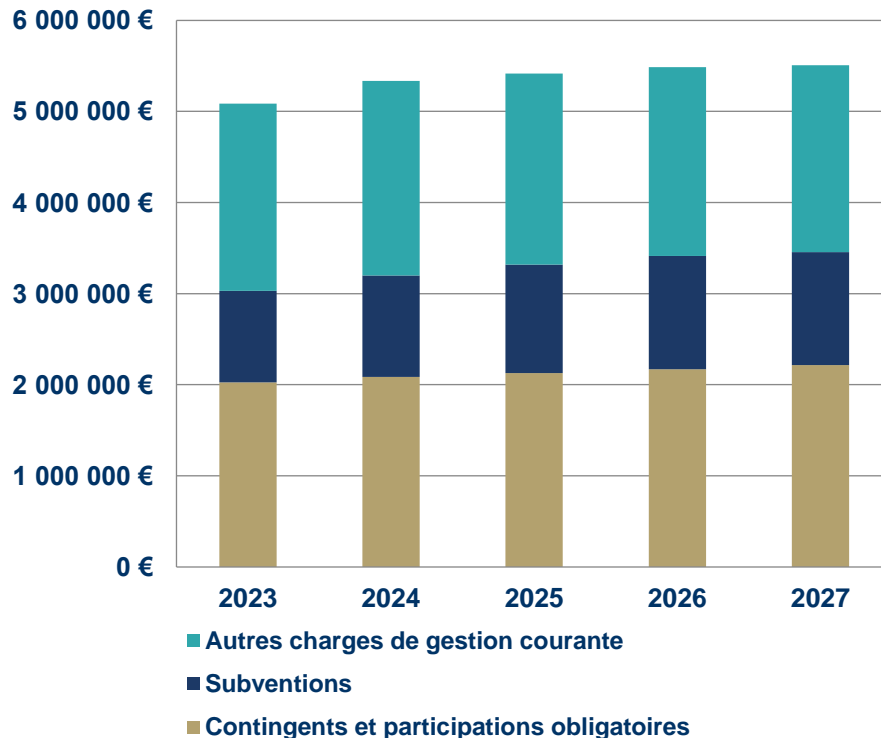
Reçu en préfecture le 02/01/2024

Publié le

ID : 060-246000764-20231220-DEL\_2023\_92-DE



## Évolution des charges de gestion courante



**Les autres charges de gestion courante**, sont constituées principalement du financement du SDIS et des services intercommunaux (Centre aquatique Aqualis, petite enfance), du subventionnement des associations, ou encore des indemnités des élus. Ce poste est attendu stable sur les prochaines années.

**Les contingents et participations obligatoires** devraient progresser de 2% par an sur la période.

**Les subventions versées (art. 657)** sont principalement composées :

- **Subvention aux associations** : 817,8 k€ en 2023  
Festival théâtral de Coye-la-Forêt (19,95K€),  
Ménéstrel (55,5 K€), la Scène au jardin (9,02 K€), Château pour l'emploi (27 K€), Cape (5 K€), atelier MOZ (10,45 K€),  
Office du tourisme (487 K€), association Polo (7,6 K€),  
Centre social de Lamorlaye (99,1 K€), comité des fêtes de Lamorlaye (19 K€), l'Orrygeoise (0,95 K€)

- **Subvention GIP** : 287 000 €

# Une progression régulière de la du FPIC

## Atténuations de produits

Répartition du FPIC	2022	2023	Part en %	Evolution 2022/2023 en %
APREMONT	17 737 €	16 703 €	0,91%	-5,83%
AVILLY-SAINT-LEONARD	20 239 €	18 999 €	1,03%	-6,13%
CHANTILLY	352 963 €	337 737 €	18,31%	-4,31%
LA-CHAPELLE-EN-SERVAL	81 303 €	77 181 €	4,18%	-5,07%
COYE-LA-FORET	95 412 €	92 642 €	5,02%	-2,90%
GOUVIEUX	276 209 €	267 150 €	14,48%	-3,28%
LAMORLAYE	290 278 €	284 124 €	15,41%	-2,12%
MORTEFONTAINE	27 138 €	26 066 €	1,41%	-3,95%
ORRY-LA-VILLE	71 402 €	69 843 €	3,79%	-2,18%
PLAILLY	108 752 €	95 904 €	5,20%	-11,81%
VINEUIL-SAINT-FIRMIN	42 870 €	38 858 €	2,11%	-9,36%
CCAC	527 435 €	519 138 €	28,15%	-1,57%
<b>Total</b>	<b>1 911 738 €</b>	<b>1 844 345 €</b>	<b>100,00%</b>	<b>-3,53%</b>

La CCAC contribue au FPIC à hauteur de **1,844 M€ 2023**. En principe, la contribution calculée est répartie entre l'EPCI et les communes membres en fonction du CIF de l'EPCI (0,29). **Toutefois, l'ensemble intercommunal a fait le choix de faire supporter la contribution à 100% par l'EPCI, au lieu de 519K€ (qui correspond à 28,15%)**. Il devrait continuer de progresser légèrement sur les prochaines années au gré des mouvements des indicateurs financiers de la collectivité. La prévision 2023 est estimée à 1,951 M€.

La contribution au redressement des finances publiques est revenue en 2022.

**Total FPIC sur la période**  
**17 918 664 €**

FPIC	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Total
Montant en €	41 479 €	284 244 €	638 702 €	900 314 €	1 431 031 €	1 733 047 €	1 752 020 €	1 829 149 €	1 763 385 €	1 838 210 €	1 911 738 €	1 844 345 €	1 951 000 €	17 918 664 €
Evolution en %		585,27%	124,70%	40,96%	58,95%	21,10%	1,09%	4,40%	-3,60%	4,24%	4,00%	-3,53%	5,78%	
Contribution au redressement des finances publiques (CRFP)				348 413 €	645 790 €	809 167 €	806 431 €	244 358 €	0 €	0 €	244 358 €		245 000 €	3 343 517 €
<b>Total</b>	<b>41 479 €</b>	<b>284 244 €</b>	<b>638 702 €</b>	<b>1 248 727 €</b>	<b>2 076 821 €</b>	<b>2 542 214 €</b>	<b>2 558 451 €</b>	<b>2 073 507 €</b>	<b>1 763 385 €</b>	<b>1 838 210 €</b>	<b>2 156 096 €</b>	<b>1 844 345 €</b>	<b>2 196 000 €</b>	<b>21 262 181 €</b>

# Un objectif de stabilisation des charges à caractère général à périmètre constant

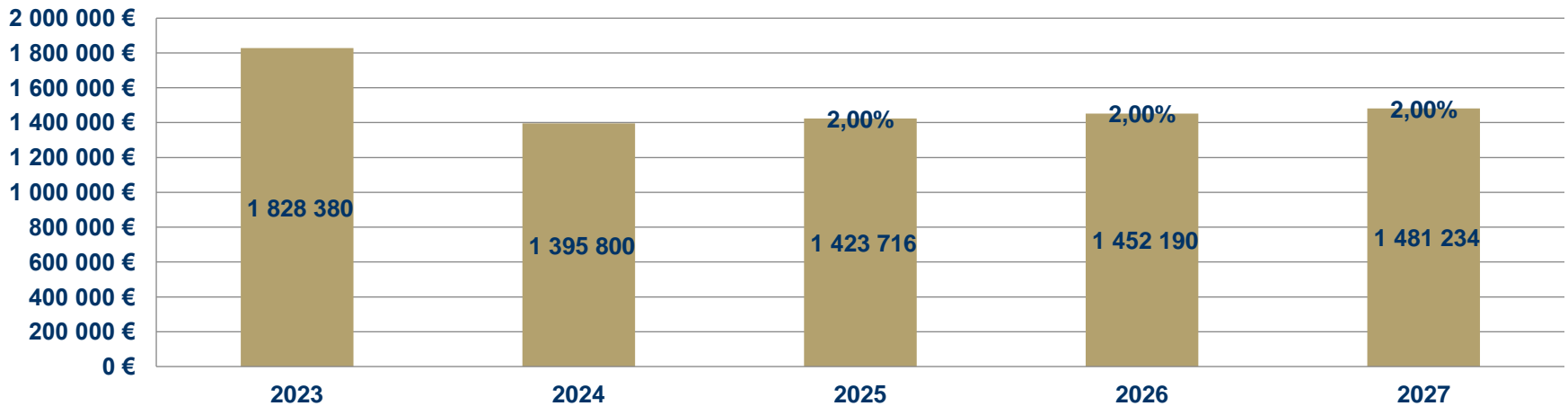
Envoyé en préfecture le 02/01/2024

Reçu en préfecture le 02/01/2024

Publié le

ID : 060-246000764-20231220-DEL\_2023\_92-DE

## Évolution des charges à caractère général

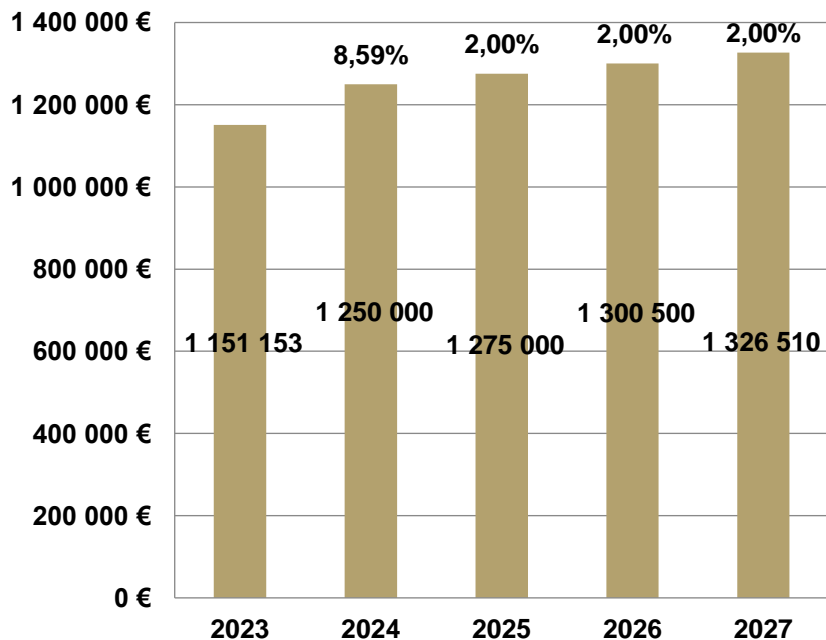


Les **charges à caractère général** évoluent en fonction de l'inflation qui se répercute sur les prix à la consommation et en fonction des services rendus à la population. Elles représentent **17% du total des DRF en 2023**.

Les charges 2024 diminuent (-23,66%) sur le budget général pour être transférées vers le budget annexe « Mobilités ».

# Des charges de personnel conformes entérinées par le conseil

## Évolution des charges de personnel



A poste constant, l'évolution des charges de personnel est liée aux départs éventuels d'agents et au décalage causé par les délais de recrutement.

L'augmentation entre 2023 et 2024 est liée à la provision du poste de chargé de mission du CRTE non pourvu à ce jour, à la création de poste de chargé de mission Mobilité, ainsi qu'à la création d'un poste au service Développement Economique.

L'augmentation de la masse salariale est également due aux augmentations du point d'indice : +1,5% au 1<sup>er</sup> juillet 2023 +3,5% en juillet 2022, +0,6% au 1<sup>er</sup> juillet 2017 et +0,6% au 1<sup>er</sup> juillet 2016.

À noter enfin l'attribution de **5 points d'indice majoré à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 pour tous les agents publics**, soit une augmentation mensuelle brute de près de 25 €.

# L'évolution des effectifs de la CCAC

Effectif au 31/12 (postes pourvus)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Nombre d'agents	14	19	18	18	20	19	18
Evolution		36%	-5%	0%	11%	-5%	-5%

Service	Hommes	Femmes	Nb d'agents
Administration générale	2	1	3
Environnement	2	4	6
Comptabilité/Finances/RH	1	1	2
Aménagement	1	1	2
Urbanisme	1	1	2
Economique	1		1
Hippodrome			0
Communication		1	1
Equipement	1		1
<b>Total</b>	<b>9</b>	<b>9</b>	<b>18</b>

Répartition par catégories	Nb d'agents	Hommes	Femmes
A	6	6	
B	1		1
C	11	3	8
<b>Total</b>	<b>18</b>	<b>9</b>	<b>9</b>

Dépenses de personnel 2023			
	BP 2023	CA 2023	BP 2024 (21 postes)
Personnel extérieur	37 000	37 200	38 000
Rémunération Titulaires	415 000	404 870	455 000
Régime indemnitaire titulaires	190 000	187 302	200 000
NBI titulaires	7 000	5 864	7 000
SFT	3 000	2 724	4 000
Rémunération non titulaires	140 000	134 982	140 000
Régime indemnitaire non titulaires	49 000	45 496	49 000
SFT	2 000	1 016	2 000
Rémunération apprentis	33 000	29 412	33 000
Charges	310 000	302 288	322 000
<b>Total</b>	<b>1 186 000</b>	<b>1 151 153</b>	<b>1 250 000</b>

La durée légale du temps de travail est de 35 heures par semaine.

La durée effective du temps de travail à la CCAC est de 39 heures par semaine, donnant droit à 21 jours de RTT par an.

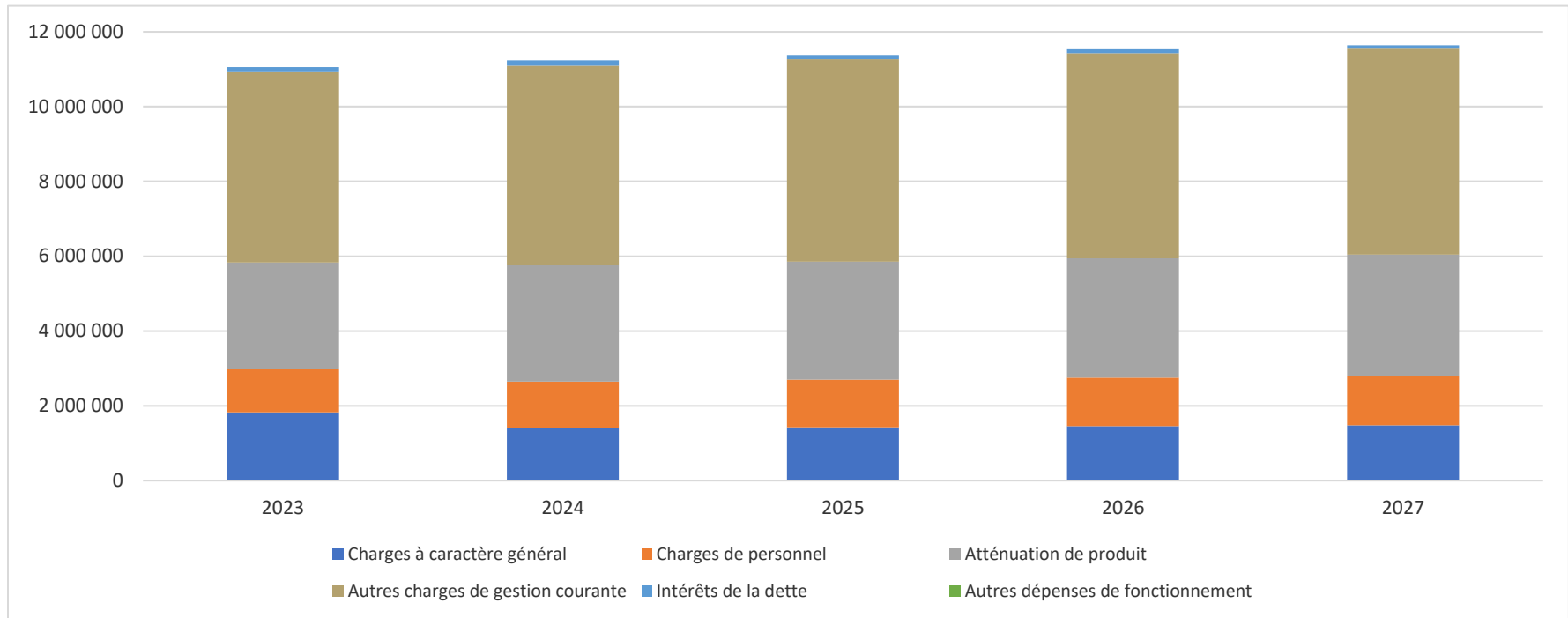
Aucun avantage en nature n'est attribué aux agents de la collectivité.



# Des dépenses de fonctionnement en hausse au contexte économique

Envoyé en préfecture le 02/01/2024  
Reçu en préfecture le 02/01/2024  
Publié le  
ID : 060-246000764-20231220-DEL\_2023\_92-DE

## Répartition et évolution des dépenses réelles de fonctionnement



Les « autres charges de gestion courante » comprennent la participation au SDIS, la participation d'exploitation de la piscine, les subventions. Les « atténuations de produits » correspondent au FPIC, FNGIR et CRFP.

# La dette en détail

Envoyé en préfecture le 02/01/2024

Reçu en préfecture le 02/01/2024

Publié le

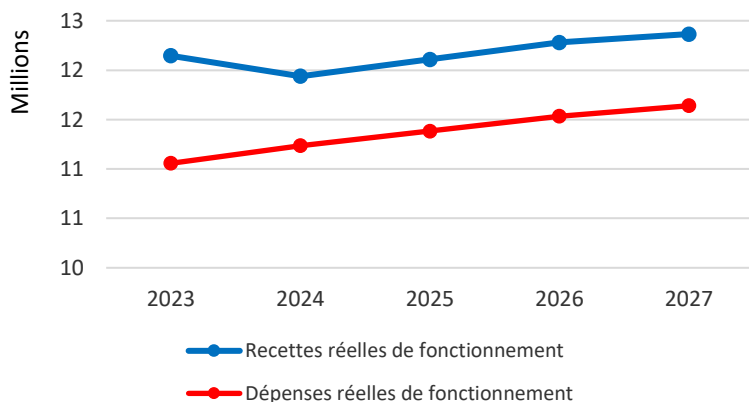
ID : 060-246000764-20231220-DEL\_2023\_92-DE



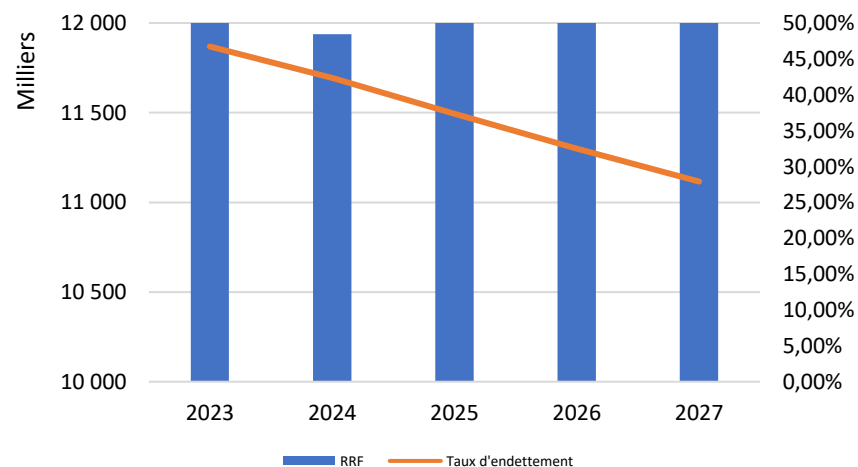
## Etat de la dette au 31/12/2023

Organisme prêteur - Projet financé	Date de mobilisation	Nominal	CRD au 31/12/2023	Durée résiduelle (en années)	Taux		Annuité de l'exercice		
					Index	Taux d'intérêt au 31/12/2023	Capital	Charges d'intérêt	Annuité
BANQUE POSTALE - THD	23/06/2015	4 065 000	2 388 187	11,5	TF à 2.28 %	2,28%	203 250	57 347	260 597
SOCIETE GENERALE	11/07/2016	1 000 000	516 667	7,5	TF à 1.33 %	1,33%	66 667	7 426	74 093
CAISSE D'EPARGNE - Aqualis	17/02/2003	989 000	15 203	0,7	Euribor 3M	4,18%	59 992	1 381	61 373
CAISSE D'EPARGNE - Aqualis	05/06/2003	1 500 000	91 805	0,7	Euribor 3M	4,18%	90 294	3 990	94 284
BANQUE POSTALE - Extension Aqualis	13/08/2018	2 000 000	1 300 000	9,5	Euribor 3M	4,56%	133 333	48 088	181 421
CREDIT AGRICOLE - Extension Aqualis	20/09/2018	2 000 000	1 363 305	9,0	TF à 1.28 %	1,28%	127 047	19 077	146 124
<b>Total</b>		<b>11 554 000</b>	<b>5 675 167</b>				<b>680 583</b>	<b>137 309</b>	<b>817 892</b>

### Effet de ciseau

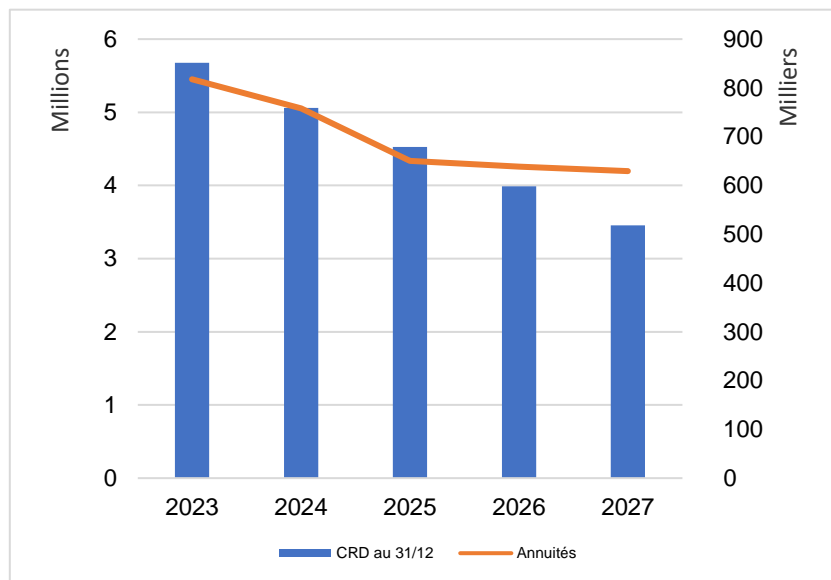


### Taux d'endettement

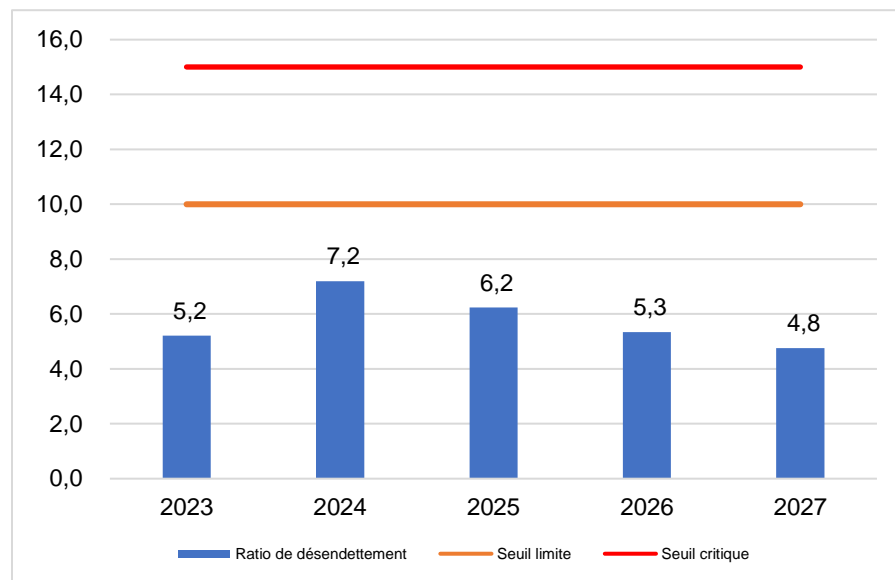


# Evolution de la dette

## Évolution de l'encours de dette et du recours à l'emprunt



## Le ratio de désendettement (en années)



La collectivité a réalisé un **emprunt de 4 M€ en 2018** pour financer l'extension de la piscine. Cela a pour effet d'augmenter nettement l'encours de dette et de dégrader mécaniquement le ratio de désendettement, tout en se maintenant en deçà du seuil d'alerte. **Toutefois**, Il s'améliore progressivement en même temps que l'encours de dette diminue.

# PPI voté en 2023

Envoyé en préfecture le 02/01/2024

Reçu en préfecture le 02/01/2024

Publié le



ID : 060-246000764-20231220-DEL\_2023\_92-DE

## Liste des programmes actualisée du PPI

Libellé	2022	2023	2024	2025	2026	Total		Pouvoir de décision	
<b>Administration générale</b>									
Administration générale	118 874	20 000	20 000	20 000	20 000	198 874	212 228		
Investissement Service droit des sols	1 354	3 000	3 000	3 000	3 000	13 354			
Siège social CCAC						0			
<b>Transport - Mutualisation</b>									
PEM Chantilly / Gouvieux			210 000	210 000		420 000	1 070 000		
Compétence Mobilité			Projet en attente			0			
Liaison Creil Roissy			325 000	325 000		650 000			
<b>Développement économique</b>									
Pôle hippique - Tison pépinière d'écurie		Montage public/privé à définir				0			X
<b>Environnement - Transition écologique</b>									
Recyclerie	15 930	1 984 070	2 000 000			4 000 000		X	
<b>Aménagement du territoire - Petite Enfance</b>									
Crèche gare Chantilly/Gouvieux		10 000	10 000	10 000	10 000	40 000	286 900		
Micro crèche de Plailly	9 300	9 400	9 400	9 400	9 400	46 900			
Crèche Plailly		200 000				200 000			X
Crèche Vineuil						0			X
<b>Travaux et Infrastructures</b>									
Passages à chevaux	183 000					183 000	5 647 530		
Aire d'accueil des gens du voyage	12 830	10 000	10 000	10 000	10 000	52 830			
Travaux AQUALIS - Energie	76 800	500 000	500 000	100 000	100 000	1 276 800			X
Travaux parking Aqualis		300 000				300 000			
Piste cyclable Lamorlaye/Chantilly		323 300				323 300			
Travaux rénovation pistes cyclables		120 000	120 000	120 000	120 000	480 000			
Piste cyclable LCES / gare Surveilliers	5 880	394 120	750 000			1 150 000			X
Piste cyclable Mortefontaine - Plailly / Parc Asterix		150 000	1 350 000			1 500 000			X
Vidéo-protection	21 600	20 000	20 000	20 000	20 000	101 600			
THD (100 prises/an)		70 000	70 000	70 000	70 000	280 000			
<b>Total dépenses programme</b>	<b>445 568</b>	<b>4 113 890</b>	<b>5 397 400</b>	<b>897 400</b>	<b>362 400</b>	<b>11 216 658</b>			

# 04

## **Orientations budgétaires proposées à partir de 2024**

# Les mesures qui s'imposent à la CCAC pour l'élaboración de la prospective 2024

Envoyé en préfecture le 02/01/2024  
Reçu en préfecture le 02/01/2024  
Publié le  
ID : 060-246000764-20231220-DEL\_2023\_92-DE

## ⇒ Réforme de la TH, intégration de la fraction nationale de TVA et perte du pouvoir de taux

La Taxe d'Habitation était une ressource fiscale des collectivités territoriales. Or, depuis 2018, elle baisse progressivement pour l'ensemble des Français. En 2021, 80 % des Français ne la payaient plus. Pour les 20 % des ménages restants, l'allègement était de 30 % en 2021 et 65 % en 2022. En 2023, plus aucun foyer ne paiera de taxe d'habitation sur sa résidence principale. Pour les EPCI, la garantie des ressources est assurée par le transfert d'une fraction de la TVA nationale. Le montant de la compensation est égal au produit des bases multiplié par le taux de TH 2017. Depuis 2022, les EPCI bénéficient de la dynamique de la TVA nationale. Même si elle est compensée, la suppression de la TH a eu pour conséquence une perte de pouvoir de décision pour les EPCI.

En 2020, le montant de TH était de 4 835 000 € alors que le produit de la compensation 2023 est de 5 293 000 €.

## ⇒ Suppression de la CVAE

L'article 5 du PLF pour 2023 prévoit de compenser aux collectivités locales (communes, intercommunalités et départements) la suppression de la CVAE à travers l'affectation à leur profit d'une fraction de TVA déterminée sur la base d'une moyenne triennale de leurs recettes de CVAE (années 2020, 2021 et 2022).

Il prévoit également d'affecter le dynamisme issu de cette fraction de TVA à un fonds national d'attractivité économique des territoires. Ce mécanisme doit permettre de maintenir l'incitation pour les collectivités et groupements de communes à attirer de nouvelles activités économiques sur leur territoire.

Un amendement du Gouvernement est venu élargir la période de référence, servant à la fixation de la fraction de TVA, à l'année 2023 compte tenu du dynamisme attendu des recettes de CVAE pour cet exercice. Le montant de la compensation pour chaque collectivité locale (communes, intercommunalités et départements) sera ainsi déterminé sur la base d'une moyenne quadriennale de leurs recettes de CVAE (années 2020, 2021, 2022 et 2023).

Pour rappel, le montant 2022 de la CVAE de la CCAC est de 277 168 €.

## ⇒ Progression du FPIC de 2%

Depuis 2012, la CCAC prend en charge à 100% le FPIC des communes.

FPIC	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Part communes	1 241 542 €	1 293 350 €	1 247 978 €	1 310 471 €	1 384 303 €	1 325 207 €
Part CCAC	510 478 €	535 799 €	515 407 €	527 739 €	527 435 €	519 138 €
Part CCAC en %	29,14%	29,29%	29,23%	28,71%	27,59%	28,15%
Montant en €	1 752 020 €	1 829 149 €	1 763 385 €	1 838 210 €	1 911 738 €	1 844 345 €
Evolution en %	1,09%	4,40%	-3,60%	4,07%	3,85%	-3,65%
Evolution du FPIC en €		77 129 €	-65 764 €	74 825 €	73 528 €	-67 393 €
Evolution du produit fiscal en €		155 323 €	137 873 €	-83 268 €	216 285 €	751 853 €

# Les mesures étudiées par la CCAC pour l'élaboration de la prospective 2024

Envoyé en préfecture le 02/01/2024

Reçu en préfecture le 02/01/2024

Publié le

ID : 060-246000764-20231220-DEL\_2023\_92-DE



⇒ Compte administratif 2023 estimé au 31/12/2023 à partir des données comptables jusqu'au 01/11/2023

## Les principales recettes liées à la fiscalité :

### Evolution des taux de fiscalité de la CCAC et du produit

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Taxe d'habitation	4,70%	4,70%	4,70%			
Taxe foncière sur le bâti	3,12%	3,12%	3,12%	3,12%	3,12%	3,28%
Taxe foncière sur le non bâti	6,15%	6,15%	6,15%	6,15%	6,15%	6,46%
Cotisation foncière des entreprises	4,98%	4,98%	4,98%	4,98%	4,98%	5,23%
Taxe d'habitation additionnelle						4,94%
Taux moyens TH des CC	5,69%	5,77%	5,77%	-	-	-
Taux moyens de TF des CC	5,56%	5,66%	5,66%	5,73%	5,73%	5,73%
Taux moyens de TFNB des CC	13,66%	14,00%	14,00%	14,36%	14,36%	14,36%
Taux moyens de CFE des CC	6,50%	6,64%	6,64%	6,67%	6,67%	6,67%
Produit fiscal perçu	8 016 934 €	8 172 257 €	8 310 130 €	3 463 759 €	3 535 779 €	3 902 000 €
Fraction de TVA nationale				4 763 103 €	4 907 368 €	5 293 000 €
Total	8 016 934 €	8 172 257 €	8 310 130 €	8 226 862 €	8 443 147 €	9 195 000 €

Une augmentation proportionnelle des taux de **1%** représente un gain supplémentaire de fiscalité de **41 000 €** sur les 4 taxes restantes (TF, TFNB, CFE, THa).

Comme la CCAC a augmenté ses taux de fiscalité entre 2017 et 2019, avant la réforme de la TH, l'Etat a mis en œuvre un prélèvement « pour hausse de taux » dont le montant s'est élevé à 75 984 € en 2023.

# Les mesures étudiées par la CCAC pour l'élaboration de la prospective 2024

Envoyé en préfecture le 02/01/2024

Reçu en préfecture le 02/01/2024

Publié le

ID : 060-246000764-20231220-DEL\_2023\_92-DE



## Les recettes annexes :

⇒ Stabilité de la DGF

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Dotation d'intercommunalité	562 073 €	258 434 €	285 294 €	314 323 €	344 840 €	376 956 €	345 000 €
Dotation de compensation	129 267 €	126 299 €	123 990 €	121 548 €	118 832 €	118 192 €	120 000 €
<b>DGF avant contribution au redressement</b>	<b>691 340 €</b>	<b>384 733 €</b>	<b>409 284 €</b>	<b>435 871 €</b>	<b>463 672 €</b>	<b>495 148 €</b>	<b>465 000 €</b>
Contribution au redressement des Finances Publiques (CRFP)	806 431 €	244 358 €	0 €	0 €	244 358 €		245 000 €
<b>DGF nette</b>	<b>-115 091 €</b>	<b>140 375 €</b>	<b>409 284 €</b>	<b>435 871 €</b>	<b>219 314 €</b>	<b>495 148 €</b>	<b>220 000 €</b>

⇒ Retour à la « normale » de la taxe de séjour à partir de 2023 (790 K€)

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Taxe de séjour	591 878	664 292	313 163	240 185	806 560	793 454	790 000
Evolution en %	13,08%	12,23%	-52,86%	-23,30%	235,81%	-1,62%	-0,44%



# Les mesures étudiées par la CCAC pour l'élaboration de la prospective 2024

Envoyé en préfecture le 02/01/2024

Reçu en préfecture le 02/01/2024

Publié le

ID : 060-246000764-20231220-DEL\_2023\_92-DE



## Le financement de la compétence Tourisme par la Taxe de séjour

	2 023	2 024
Subvention Office de Tourisme	487 000	550 000
Le Rocher des Trésors		30 000
Festival de jazz	19 000	
Festival de cinéma d'Orry-la-Ville	7 125	7 125
Entretien étangs de Commelles	13 000	13 000
Gestion de la TS	16 000	16 000
Jumping de Chantilly	70 000	70 000
Dépenses imprévues		10 000
<b>Total</b>	<b>612 125</b>	<b>696 125</b>

La délibération de modification des tarifs de la TS doit intervenir avant le 30 juin de l'année N-1 pour être applicable au 1<sup>er</sup> janvier N.

Pour 2024, le conseil communautaire, par délibération n°2023-47 en date 24 mai 2023, a décidé d'augmenter les tarifs de taxe de séjour

Catégorie d'hébergement	Tarif plancher	Tarif plafond	Tarif CCAC
Palaces	0.70€	4,60 €	4,60 €
Hôtels de tourisme 5*, résidence de tourisme 5*, meublés de tourisme 5*	0.70€	3,30 €	3,30 €
Hôtels de tourisme 4*, résidence de tourisme 4*, meublés de tourisme 4*	0.70€	2,50 €	2,50 €
Hôtels de tourisme 3*, résidence de tourisme 3*, meublés de tourisme 3*	0.50€	1,60 €	1,60 €
Hôtels de tourisme 2*, résidence de tourisme 2*, meublés de tourisme 2*, villages de vacances 4 et 5*	0.30€	1,00 €	1,00 €
Hôtels de tourisme 2*, résidence de tourisme 2*, meublés de tourisme 2*, villages de vacances 1, 2 et 3*, chambres d'hôtes, auberges collectives	0.20€	0,80 €	0.75€
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 3, 4 et 5*	0.20€	0,60 €	0.55€
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2*	0.20€	0.20€	0.20€
Tout hébergement en attente de classement ou sans classement à l'exception des hébergements de plein air	1%	5%	3%

# Les mesures étudiées par la CCAC pour l'élaboration de la prospective 2023

Envoyé en préfecture le 02/01/2024

Reçu en préfecture le 02/01/2024

Publié le

ID : 060-246000764-20231220-DEL\_2023\_92-DE



## Les recettes annexes :

⇒ Reversement sur les paris hippiques stable

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Total
<b>Recettes paris hippiques</b>	<b>765 072</b>	<b>772 723</b>	<b>772 723</b>	<b>647 582</b>	<b>723 500</b>	<b>723 500</b>	<b>5 164 100</b>
<b>Dépenses de fonctionnement</b>							
Subvention GIP fonctionnement	287 000	287 000	287 000	287 000	287 000	287 000	<b>2 009 000</b>
Etude dynamisation filière hippique			19 564		39 480		59 044
Brochure Terre de Cheval	11 693	8 166					<b>19 859</b>
Subvention évènements hippiques				18 000	8 000	8 000	34 000
Mise à disposition de personnel	83 259	71 053	73 987	50 142	40 970	42 000	<b>405 209</b>
<b>Dépenses d'investissement</b>							
PAC		10 140	341 542	141 289	186 317	88 743	<b>768 031</b>
Etude de faisabilité équipement équestre (Elgam)		22 560	7 200	12 252			<b>42 012</b>
Subvention GIP investissement	300 000	300 000					<b>600 000</b>
<b>Total dépenses</b>	<b>681 952</b>	<b>698 919</b>	<b>729 293</b>	<b>508 683</b>	<b>561 767</b>	<b>425 743</b>	<b>3 937 155</b>
<b>Solde</b>	<b>83 120</b>	<b>73 804</b>	<b>43 430</b>	<b>138 899</b>	<b>161 733</b>	<b>297 757</b>	<b>1 226 945</b>

# Les mesures étudiées par la CCAC pour l'élaboration de la prospective 2024

Envoyé en préfecture le 02/01/2024

Reçu en préfecture le 02/01/2024

Publié le

ID : 060-246000764-20231220-DEL\_2023\_92-DE



## La Capacité d'AutoFinancement (CAF) :

La CAF est l'agrégat qui permet de calculer le montant des ressources disponibles, après avoir remboursé le capital de la dette, pour financer les investissements de la collectivité.

La constitution de la CAF de la CCAC tient dans le fait qu'elle réalise, en moyenne, 98% des recettes de fonctionnement alors que ses capacités techniques et humaines ne lui permettent de faire 85% des dépenses de fonctionnement.

La CAF de la CCAC reste malgré tout relativement fragile. Elle est aussi tributaire du FPIC en constante progression, du retour probable de la contribution au redressement des finances publiques et des recettes liées au dynamisme de l'économie locale et nationale (taxe de séjour et paris hippiques)

Evolution de la capacité d'autofinancement							
CAF	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Recettes réelles de fonctionnement	11 028 291	11 729 691	10 778 441	11 252 668	12 102 011	12 405 082	11 950 540
Dépenses réelles de fonctionnement	9 710 443	9 839 511	9 041 243	9 866 648	10 195 469	11 057 833	11 170 275
Epargne brute	1 317 848	1 890 180	1 737 198	1 386 020	1 906 542	1 347 249	780 265
Remboursement du capital de la dette	702 951	678 945	666 237	670 929	675 711	680 583	616 171
<b>Epargne nette (CAF)</b>	<b>614 897</b>	<b>1 211 235</b>	<b>1 070 961</b>	<b>715 091</b>	<b>1 230 831</b>	<b>666 666</b>	<b>164 094</b>

La CAF 2022 est exceptionnelle car la CCAC a perçu un rattrapage de taxe de séjour des années 2020 et 2021 de 294 000 €. Le reversement des paris hippiques a aussi contribué à ce résultat car il est supérieur de 83 500 € aux prévisions.

# Les mesures étudiées par la CCAC pour l'élaboration de la prospective 2024

Envoyé en préfecture le 02/01/2024

Reçu en préfecture le 02/01/2024

Publié le

ID : 060-246000764-20231220-DEL\_2023\_92-DE



## Constitution de la Capacité d'AutoFinancement (CAF) 2023 :

DEPENSES	Prévu 2023	C.A.2023	RECETTES	Prévu 2023	C.A.2023
<b>1) Opérations réelles</b>			<b>1) Opérations réelles</b>		
Adm. Générale	1 073 000	1 064 183	Adm. Générale	60 000	37 966
Serv. incendie	2 026 064	2 026 064		0	
Piscine Aqualis	1 090 000	991 348	Piscine Aqualis	1 000	1 000
Environnement / PCAET/ forum TE / TE	984 850	901 437	Environnement / PCAET	230 000	230 000
Eau assainissement	21 000		Eau assainissement	0	
Reversement de fiscalité (FNGIR+FPIC)	2 885 390	2 761 345	Fiscalité	8 940 000	9 195 000
CRFP	0	0	DGF	465 000	495 149
Subventions associations culturelles	122 550	122 550	Allocations compensatrices	130 000	141 908
Office du Tourisme	487 000	487 000	Taxe de séjour	650 000	793 454
Tourisme (subv jumping, jazz, Ciné)	106 325	113 080			
GIP	287 000	287 000	Reversement paris hippiques	723 000	724 840
Autres activités hippiques	55 000	45 427			
Intérêts d'emprunt payés+frais bancaire	135 000	137 309			
Entretien pistes cyclables	60 000	49 478	Piste cyclables fctva fct	0	7 975
Urbanisme - instruction des ADS	180 000	190 082			
Entretien vidéo-protection	55 000	65 986	Video protection	4 300	5 000
Petite enfance, Crèche Gare	129 000	163 285	Petite enfance, Crèche Chantilly (RODOP)	95 000	91 000
Petite enfance, Micro crèche Petits Gaulois	142 000	196 989	Petite enfance Micro crèche (part. familles, CAF CEJ, CAF	130 000	108 164
Petite enfance, RPE	134 000	122 788	Petite enfance RPE	34 000	33 504
Gemapi - Sage	104 000	106 401	Gemapi	104 000	104 000
Etude Prévention des Innodations	10 000				
Fonctionnement aire GDV	110 000	119 142	Aire d'accueil GDV	15 000	10 128
Mobilité	694 000	697 277	Mobilité	401 000	425 994
Aménagement - CRTE	58 000		Aménagement - CRTE	48 000	
Service Economique	319 900	295 840	Service Economique - participation poste MCV	0	
Communication	132 000	113 822	Communication		
<b>Total dép. réelles</b>	<b>11 401 079</b>	<b>11 057 833</b>	<b>Total rec. réelles</b>	<b>12 030 300</b>	<b>12 405 082</b>
		97%			103%

CAF 2023 = 12 405 082 € - 11 057 833 € – 680 583 € (remboursement du capital annuel) = 666 666 €

# Proposition de PPI 2024

Envoyé en préfecture le 02/01/2024

Reçu en préfecture le 02/01/2024

Publié le

ID : 060-246000764-20231220-DEL\_2023\_92-DE



## Liste des programmes actualisée du PPI, en TTC

Libellé	2023	2024	2025	2026	2027	Total	
<b>Administration générale</b>							
Administration générale	84 507	35 000	35 000	35 000	35 000	224 507	224 507
Investissement Service droit des sols						0	
Siège social CCAC						0	
<b>Transport - Mutualisation</b>							
						0	
PEM Chantilly / Gouvieux		408 000	680 000	273 000		1 361 000	7 813 536
PEM - Achat terrain gare routière		93 000				93 000	
Liaison Creil Roissy		425 000	425 000			850 000	
Piste cyclable Lamorlaye/Chantilly	29 856					29 856	
Travaux rénovation pistes cyclables	11 880	320 000	320 000	320 000	320 000	1 291 880	
Piste cyclable LCES / gare Surveilliers	4 800	1 913 000				1 917 800	
Piste cyclable Mortefontaine - Plailly / Parc Asterix		270 000	1 000 000	1 000 000		2 270 000	
<b>Développement économique</b>							
						0	
Participation AFASEC - création MAM	30 000					30 000	
Pépinière d'écuries		800 000				800 000	
<b>Environnement - Transition écologique</b>							
						0	
Etude diagnostic réseau eau potable		437 760				437 760	
Recyclerie	257 274	0				257 274	
<b>Aménagement du territoire - Petite Enfance</b>							
						0	
Crèche gare Chantilly/Gouvieux		10 000	10 000	10 000	10 000	40 000	3 169 094
Micro crèche de Plailly	4 410	9 400	9 400	9 400	9 400	42 010	
Crèche Plailly	7 084	30 000	750 000	750 000		1 537 084	
Crèche Vineuil		50 000	750 000	750 000		1 550 000	
<b>Travaux et Infrastructures</b>							
						0	
Passages à chevaux	88 743	50 000				138 743	2 563 619
Aire d'accueil des gens du voyage	19 883	15 000	15 000	15 000	15 000	79 883	
Travaux AQUALIS - Energie	88 994	1 058 000				1 146 994	
Travaux Aqualis - Améliorations	86 441	100 000	100 000	100 000	100 000	486 441	
Travaux parking Aqualis	310 261					310 261	
Vidéo-protection	29 797	20 000	20 000	20 000	20 000	109 797	
THD (100 prises/an)	291 500					291 500	
<b>Total dépenses programme</b>	<b>1 345 430</b>	<b>6 044 160</b>	<b>4 114 400</b>	<b>3 282 400</b>	<b>509 400</b>	<b>15 295 790</b>	

# Proposition de PPI 2024, net de participations

Envoyé en préfecture le 02/01/2024

Reçu en préfecture le 02/01/2024

Publié le

ID : 060-246000764-20231220-DEL\_2023\_92-DE



Libellé	2023	2024	2025	2026	2027	Total
<b>Administration générale</b>						
Administration générale	84 507	35 000	35 000	35 000	35 000	224 507
Total recettes	13 863	5 741	5 741	5 741	5 741	36 828
<b>Solde</b>	<b>70 644</b>	<b>29 259</b>	<b>29 259</b>	<b>29 259</b>	<b>29 259</b>	<b>187 679</b>
<b>Transport - Mutualisation</b>						
PEM Chantilly / Gouvieux		408 000	680 000	273 000		1 361 000
PEM - Achat terrain gare routière		93 000				93 000
Total recettes		200 000	648 000			848 000
<b>Solde</b>		<b>208 000</b>	<b>32 000</b>	<b>273 000</b>		<b>513 000</b>
Liaison Creil Roissy		425 000	425 000			850 000
Piste cyclable Lamorlaye/Chantilly	29 856					29 856
Subvention Fonds de Mobilité Active	79 416					79 416
<b>Solde</b>	<b>- 49 560</b>					<b>- 49 560</b>
Travaux rénovation pistes cyclables	11 880	320 000	320 000	320 000	320 000	1 291 880
Total recettes	1 949	52 493	52 493	52 493	52 493	211 920
<b>Solde</b>	<b>9 931</b>	<b>267 507</b>	<b>267 507</b>	<b>267 507</b>	<b>267 507</b>	<b>1 079 960</b>
Piste cyclable LCES / gare Surveilliers	4 800	1 913 000				1 917 800
Total recettes		200 000	1 139 310			1 339 310
<b>Solde</b>	<b>4 800</b>	<b>1 713 000</b>	<b>-1 139 310</b>			<b>578 490</b>
Piste cyclable Mortefontaine LCES - Plailly / Parc Asterix		270 000	227 000	886 500	886 500	2 270 000
Subvention Département				292 500	292 500	585 000
Subvention Région				217 500	217 500	435 000
Subvention Fonds de Mobilité Active				240 000	240 000	480 000
Total recettes			0	750 000	750 000	1 500 000
<b>Solde</b>	<b>0</b>	<b>270 000</b>	<b>227 000</b>	<b>136 500</b>	<b>136 500</b>	<b>770 000</b>
<b>Développement économique</b>						
Participation AFASEC - création MAM	30 000					30 000
Pépinière d'écuries		800 000				800 000
<b>Environnement - Transition écologique</b>						
Recyclerie	257 274					257 274
Etude diagnostic réseau eau potable		437 760				437 760
Total recettes		291 840				291 840
<b>Solde</b>		<b>145 920</b>				<b>145 920</b>

# Proposition de PPI 2024, net de participations

Envoyé en préfecture le 02/01/2024

Reçu en préfecture le 02/01/2024

Publié le

ID : 060-246000764-20231220-DEL\_2023\_92-DE



Libellé	2023	2024	2025	2026	2027	Total
<b>Aménagement du territoire - Petite Enfance</b>						
Crèche gare Chantilly/Gouvieux		10 000	10 000	10 000	10 000	40 000
Total recettes	0	1 640	1 640	1 640	1 640	6 562
<b>Solde</b>	<b>0</b>	<b>8 360</b>	<b>8 360</b>	<b>8 360</b>	<b>8 360</b>	<b>33 438</b>
Micro crèche de Plailly	4 410	9 400	9 400	9 400	9 400	42 010
Crèche Plailly	7 084	30 000	750 000	750 000		1 537 084
Total recettes			127 951	123 030		250 981
<b>Solde</b>		<b>30 000</b>	<b>622 049</b>	<b>626 970</b>	<b>0</b>	<b>1 286 103</b>
Crèche Vineuil-Saint-Firmin		50 000	750 000	750 000		1 550 000
Total recettes			131 232	123 030		254 262
<b>Solde</b>		<b>50 000</b>	<b>618 768</b>	<b>626 970</b>	<b>0</b>	<b>1 295 738</b>
<b>Travaux et Infrastructures</b>						
Passages à chevaux	88 743	50 000				138 743
Aire d'accueil des gens du voyage	19 883	15 000	15 000	15 000	15 000	79 883
Total recettes	3 262	2 461	2 461	2 461	2 461	13 104
<b>Solde</b>	<b>16 621</b>	<b>12 539</b>	<b>12 539</b>	<b>12 539</b>	<b>12 539</b>	<b>66 779</b>
Travaux AQUALIS - Energie	88 994	1 058 000				1 146 994
Total recettes	14 599	173 554	382 360	382 360		952 873
<b>Solde</b>	<b>74 395</b>	<b>884 446</b>	<b>- 382 360</b>	<b>- 382 360</b>		<b>194 121</b>
Travaux AQUALIS	86 441	100 000	100 000	100 000	100 000	486 441
Total recettes	14 180	16 404	16 404	16 404	16 404	79 796
<b>Solde</b>	<b>72 261</b>	<b>83 596</b>	<b>83 596</b>	<b>83 596</b>	<b>83 596</b>	<b>406 645</b>
Travaux parking Aqualis	310 261					310 261
Total recettes	50 895					50 895
<b>Solde</b>	<b>259 366</b>					<b>259 366</b>
Vidéo-protection	29 797	20 000	20 000	20 000	20 000	109 797
Total recettes	4 888	3 281	3 281	3 281	3 281	18 011
<b>Solde</b>	<b>24 909</b>	<b>16 719</b>	<b>16 719</b>	<b>16 719</b>	<b>16 719</b>	<b>91 786</b>
THD	291 500					291 500
<b>Total dépenses programme</b>	<b>1 345 430</b>	<b>6 044 160</b>	<b>3 341 400</b>	<b>3 168 900</b>	<b>1 395 900</b>	<b>15 295 790</b>
<b>Total recettes programme</b>	<b>183 050</b>	<b>947 414</b>	<b>2 510 873</b>	<b>1 460 440</b>	<b>832 020</b>	<b>5 933 798</b>

# Synthèse prospective 2023-2027 avec du PPI par le fonds de roulement

Envoyé en préfecture le 02/01/2024  
 Reçu en préfecture le 02/01/2024  
 Publié le  
 ID : 060-246000764-20231220-DEL\_2023\_92-DE

	2023	2024	2025	2026	2027
<b>Total des recettes réelles de fonctionnement</b>	12 405 082	11 950 540	12 121 140	12 293 862	12 378 758
<b>Total des dépenses réelles de fonctionnement</b>	11 057 833	11 170 275	11 306 847	11 456 926	11 562 176
<b>Epargne nette</b>	<b>666 666</b>	<b>164 094</b>	<b>280 722</b>	<b>301 697</b>	<b>279 653</b>
<b>Total des recettes réelles d'investissement</b>	183 050	947 414	2 510 873	1 460 440	832 020
<b>Total des dépenses réelles d'investissement</b>	1 345 430	6 044 160	3 341 400	3 168 900	1 395 900
<b>Fonds de roulement en début d'exercice</b>	7 692 354	7 196 640	2 263 989	1 714 184	307 421
<b>Résultat de l'exercice</b>	- 495 714	- 4 932 652	- 549 805	- 1 406 763	- 284 227
<b>Fonds de roulement en fin d'exercice</b>	7 196 640	2 263 989	1 714 184	307 421	23 194
<b>Capital Restant Dû cumulé au 01/01</b>	6 332 990	5 675 167	5 058 996	4 525 425	3 990 186
<b>Capital Restant Dû cumulé au 31/12</b>	5 675 167	5 058 996	4 525 425	3 990 186	3 453 258

L'épargne nette est insuffisante pour financer les projets de la section d'investissement. C'est le fonds de roulement qui supporte les investissements. Et le niveau de la CAF ne lui permet pas de se reconstituer. Il est également à préciser que le PPI et la prospective ne tiennent pas compte du soutien au CMCJ (1,5 M€).